

Questions aux candidats

Madelin : un axe réformateur européen

Alain Madelin a présenté, lundi soir, son programme économique. Il précise ici son projet de candidat à l'élection présidentielle. Pour lui, le débat du deuxième tour occulte encore le premier tour.

Vous faites campagne sur des idées, depuis des années, avec des formes nouvelles d'expression politique ; vous occupez un créneau – le libéralisme – plutôt porteur en Europe, et malgré cela vous ne dépassez guère les 4 % dans les sondages : n'est-ce pas décourageant ?

Ce qui est décourageant c'est le niveau du débat présidentiel actuel. La France et les Français méritent mieux. Jospin est candidat depuis le 20 février et nous ne voyons toujours pas le moindre projet d'avenir. La seule idée que l'on découvre dans le livre qu'il vient de publier, c'est celle d'un capital formation à laquelle j'ai consacré un livre entier en... 1984 !

En présentant un programme aussi détaillé que vous le faites, ne menez-vous pas une campagne de Premier ministre plutôt que de potentiel président de la République ?

La coïncidence du quinquennat présidentiel avec le mandat de l'Assemblée élue, qui sortira des urnes en juin, va obliger à présider et à gouverner autrement. Le président sera davantage acteur avec un gouvernement plus engagé par son programme. C'est pour cela qu'un débat sérieux doit avoir lieu sur les options et les projets de chacun des candidats. Or, à ce jour, on ne peut que constater le vide sidéral du projet Jospin et le grand flou du projet Chirac.

En 1995, vous étiez l'un des piliers de la campagne de Jacques Chirac : le rejoindrez-vous entre les deux tours (s'il est présent) ?

Les trois, quatre ou cinq millions de voix qui se porteront sur moi au premier tour seront porteuses d'une exigence forte de réforme, indispensable à la victoire du second tour. Elles ne se marchanderont pas : elles se mériteront. Si leur exigence est prise en compte, je serai un allié loyal, convaincu que ma candidature aura été utile pour faire bouger la France.

Comment s'y prendre pour réformer un pays aussi étatisé que le nôtre ?

Il faut d'abord que le débat permette d'obtenir un mandat clair des Fran-

Deux cents jours, pour engager des réformes, c'est l'objectif d'Alain Madelin, l'ancien ministre et ancien maire de Redon.



çais sur des choix forts. Il faut ensuite agir vite. C'est pourquoi je propose un calendrier de 200 jours pour engager les réformes. À commencer par la réforme institutionnelle destinée à donner, entre autres, un vrai pouvoir aux régions. J'en souhaite la voir adoptée par référendum dès l'automne. Plutôt que des réformes brutales et globales, susceptibles de

créer des crispations, je propose d'ouvrir des espaces de liberté et d'expérimentation. Par exemple, je me bats pour l'autonomie des établissements scolaires, pour la délégation de la gestion des services publics de la santé à des caisses régionales ou à des mutuelles.

Qu'est-ce que le libéralisme que vous préconisez peut changer concrètement dans la vie des gens ?

Cela apporte d'abord une société de plein emploi, en libérant le travail, en récompensant mieux l'initiative, le mérite et l'effort. Le plein emploi c'est le socle de toute justice sociale, puisqu'il augmente la feuille de paie, réduit la précarité, fait sortir de l'assistanat. Les réformes libérales favorisent la mobilité sociale, elles remettraient en

marche l'ascenseur social. C'est pourquoi je propose un programme choc en faveur de la création d'entreprises avec pour objectif 2 millions de nouvelles entreprises en cinq ans. Je m'engage aussi à favoriser l'accession à la propriété du logement afin de faire en sorte que 2 Français sur 3 deviennent propriétaires. Engager des réformes libérales, c'est encore vouloir une

école de la réussite et de l'égalité des chances, en donnant plus de responsabilité et de souplesse aux établissements qui le souhaitent et en fai-

sant davantage confiance aux enseignants ; en laissant aussi aux parents la liberté de choisir l'école de leur enfants.

Si le clivage droite-gauche n'est plus pertinent aujourd'hui, les libéraux de droite et ceux de gauche sont-ils appelés, un jour prochain, à s'unir ?

Le clivage droite-gauche reste prééminent en France, ne serait-ce qu'en raison de la prédominance d'une vieille gauche qui n'a pas fait sa révolution culturelle, contrairement au parti travailliste anglais. On voit s'organiser en Europe un axe réformateur autour de Blair, Aznar, Berlus-

coni. D'ailleurs, l'Angleterre, l'Espagne et l'Italie ont fait des propositions au sommet de Barcelone que je suis le seul, parmi tous les candidats à la présidentielle, à pouvoir signer sans contorsions : ouvrir les secteurs protégés à la concurrence, assouplir le marché du travail, baisser les impôts, faire des réformes de structure. C'est aussi mon programme pour la France !

Comment concilier la demande permanente et forte de services publics, en matière notamment de sécurité, et le désengagement de l'État ?

Cette conciliation nécessaire consiste tout simplement à remettre l'État à sa place. Mon projet vise à remettre de l'ordre dans l'État et des libertés nouvelles dans la société. L'État qui assure la Justice et refuse l'impunité, c'est l'État que j'aime. Aussi je propose depuis longtemps un plan Orsec pour la Justice de 2 milliards d'euros. L'État qui assure la police, la sécurité à nos frontières, qui garde nos côtes contre les pétroliers pollueurs ou qui veille à la sécurité alimentaire, c'est là encore l'État que je souhaite. Le paradoxe est qu'on a multiplié les interventions de l'État et de l'Administration dans la société et l'économie, au détriment de ses vraies missions.

Recueilli par
Jean-Yves BOULIC.